



Notre jeunesse mérite un avenir !

Les mobilisations lycéennes, initiées dans les lycées du 93, se sont répandues comme une traînée de poudre en Gironde avec de nombreux blocages de lycées mardi 29 et mercredi 30 septembre. La rapidité de cette extension du mouvement lycéen montre que leurs revendications sont partagées sur l'ensemble du territoire. Et pourtant la seule réponse apportée sur l'ensemble du territoire, c'est la répression !

Nos organisations dénoncent fermement les interventions violentes, sans discernement, de la police devant plusieurs établissements en France qui ont conduit à des gardes à vue et blessé des élèves.

A Bordeaux, plusieurs élèves ont été interpellé-es et placé-es en garde à vue, dont un collégien qui a été déféré devant le procureur, après 30h de garde à vue !

Cette violence contre la jeunesse est inacceptable, elle doit cesser ! Les élèves ont le droit de s'exprimer et de se mobiliser.

Nos organisations syndicales et la FCPE 33 apportent leur soutien aux mobilisations lycéennes dont les revendications légitimes rejoignent les nôtres. Nous dénonçons depuis des années :

- le manque de moyens et les classes surchargées,
- le manque de personnels enseignants, AED, AESH, ou médico-sociaux
- la désorganisation de nos lycées provoquée par la réforme Blanquer et le tri social organisé par Parcours Sup,
- la vétusté de nos établissements, dont les derniers mois ont démontré, s'il en était besoin, que ce sont de véritables passoires thermiques...

Nous appelons les personnels et les parents d'élèves à se tenir aux côtés des lycéens et lycéennes notamment en leur permettant de faire valoir leurs droits, en particulier celui de manifester, et aussi pour contribuer à la sécurité et à la sérénité de ces mobilisations. Des préavis de grève couvrent l'ensemble des personnels.

Nous appelons l'ensemble des personnels de l'éducation à se réunir en assemblées générales ou en heures d'information syndicale pour discuter de ces questions et des suites à donner au mouvement après la journée de grève du 29 septembre.

Nous demandons la libération des élèves interpellé-es et l'abandon des poursuites judiciaires à leur rencontre.